

PARLEMENT EUROPÉEN

GROUPE SOCIALISTE

LUXEMBOURG - CENTRE EUROPÉEN, PLATEAU DU KIRCHBERG - Tél. 47 71 11 et 47 27 97 - BOITE POSTALE 1601
TELEX: 494 PARLEURO L

PE/GS/125/76

Luxembourg, le 3 juin 1976

Note à l'attention des membres du groupe socialiste

Rapport du secrétariat sur la mission d'information
d'une délégation du groupe socialiste en ESPAGNE.

(du 30 avril au 4 mai 1976)

Ont participé à la mission : Ludwig FELLERMAIER, président, et Paolo M. FALCONE. Achille CORONA a été rotonu par des engagements politiques importants à Rome ; il en avait informé le groupe en demandant d'être éventuellement remplacé.

A. Lieu et circonstances de la mission

Tous les contacts ont eu lieu à Madrid. Le 1er mai, un membre de la délégation a assisté à la cérémonie d'hommage sur la tombe de Pablo Iglésias, fondateur du Parti. Presque 200 camarades, membres du P.S.O.E. et du Parti dit "P.S.O.E.-Historico" ont assisté au dépôt de gerbes. Deux très brefs discours ont été prononcés, et la réunion s'est dissoute au chant de l'Internationale. Très forte était la présence de la presse et des chaînes de télévision non espagnoles. Les nombreux policiers casqués et armés qui stationnaient à une cinquantaine de mètres de la tombe de Pablo Iglésias, ne sont pas intervenus, contrairement à ce qui s'était passé l'année précédente, où une cinquantaine de manifestants avaient dû être hospitalisés à la suite d'une charge de police.

L'impression générale ressentie au cours du séjour en Espagne est celle d'un lent éveil démocratique. Les kiosques à journaux vendent des publications critiques que la censure frappe avec une fréquence toujours moindre (Cambio 16, Cuadernos para el dialogo, etc.) Dans la vitrine des libraires sont exposés des éditions très récentes de classiques défendus auparavant : Marx, Engels, Lénine. A côté de ces ouvrages, on trouve les tout premiers mémoires de la guerre civile, vue du côté républicain, même si ces ouvrages évitent de prendre très fermement position pour le gouvernement légitime, celui de la République. Il est enfin à remarquer que certains hebdomadaires ont publié des photos saisissantes des ouvriers et ouvrières arrêtés pendant les grèves du premier trimestre et sauvagement torturés par la Guardia Civil.

B. Contacts

La délégation du groupe a procédé à une série de contacts qui se sont étalés de la façon suivante :

1. Un premier "briefing" avec la direction du P.S.O.E. et notamment le Secrétaire Général Felipe Gonzalez et le Secrétaire International Luis Yanez. Cette réunion a été notamment consacrée à la préparation de l'entrevue avec le Ministre des Affaires étrangères du gouvernement espagnol.
2. Une entrevue de presque 40 minutes avec le Comte Motrico de Areilza, Ministre des Affaires étrangères.
3. Une nouvelle entrevue avec la Direction du P.S.O.E. pour rendre compte du colloque avec le Ministre et préparer le nouveau colloque avec le mouvement politique représenté au sein de la "coordination démocratique".
4. Une entrevue avec le Secrétaire Général Nicolas Redondo, et plusieurs membres de la Direction du Syndicat U.G.T. (Union Generale de Trabajadores), actuellement la plus forte organisation syndicale du pays, directement inspirée par les socialistes.
5. Un déjeuner de travail, suivi d'une très large discussion avec les représentants de la "coordination démocratique" (voir liste jointe des personnalités présentes).
6. Une Conférence de presse.

C. Contenu des conversations

La totalité des problèmes qui touchent à l'existence du mouvement socialiste en Espagne, et plus généralement à l'avènement de la démocratie dans ce pays, ont été soulevés au cours des conversations. Sur le problème particulièrement délicat d'une réunification du moins partielle des forces socialistes, il nous a été dit, avec une confiance certaine dans le futur, qu'un tournant important devrait être marqué par le prochain Congrès du P.S.O.E. qui aura lieu au mois d'octobre.

La procédure d'unification entre le P.S.O.E. de Felipe Gonzalez et le P.S.O.E.-Historico de Rodolfo Llopis est entamée et les résultats devraient être acquis avant le mois d'octobre. Par contre, les contacts avec le Partido socialista popular de Torno Galvan viennent de démarrer et demanderont prévisiblement un temps plus long.

Le but de toute l'activité en cours est celui de resserrer les rangs avant l'organisation des élections politiques, de façon à présenter au pays l'image la plus possible unitaire du mouvement socialiste en Espagne.

Au moment de la visite, l'argument principal qui éveillait l'intérêt des forces démocratiques du pays, était les très récentes déclarations (du 29.4.76) du Président du Gouvernement Carlos Arias Navarro, qui avait communiqué au pays les premières décisions gouvernementales visant à démocratiser la vie politique.

Le Président Arias Navarro venait d'indiquer qu'au mois d'octobre, le gouvernement allait organiser un référendum sur la réforme parlementaire et les modifications des lois Fondamentales, et que les premières élections parlementaires, municipales et provinciales auraient lieu au cours du 1er trimestre 1977.

L'aspect le plus controversé de ces déclarations était la recherche d'un équilibre entre les deux Chambres du Parlement, la Première Chambre ou "Congrès" et la Chambre Haute ou "Sénat". Pendant que la Première Chambre serait élue au suffrage universel, la Deuxième Chambre serait nommée en très grande partie (presque 200 sénateurs sur un peu plus de 300) par le roi, et le Conseil du "Movimiento" (héritier de la Phalange) serait versé d'office dans le Sénat (presque 40 membres du Conseil du Movimiento).

Étant donné le caractère bicaméral du système proposé, le Sénat aurait à tout moment la possibilité de bloquer les décisions du Congrès. Cette situation paraît s'être partiellement éclaircie après le départ de la délégation, dans le sens que la majorité des sénateurs seraient à leur tour élus au suffrage universel.

Il est évident que ce point constitue une sorte de pierre de touche pour évaluer la sincérité démocratique des intentions du gouvernement et que l'échec de la tentative de contrôle du Congrès par le Sénat impliquerait le rejet des thèses des phalangistes durs du "bunker".

Au centre des conversations, la situation des forces syndicales dans le pays a été également abordée.

Jouissant d'une tolérance relative du gouvernement, l'U.G.T. venait de célébrer son premier grand congrès sur le territoire espagnol après la guerre civile, avec la participation de plusieurs dizaines de chefs syndicalistes étrangers.

D'un autre côté, le dernier mouvement de grève a été réprimé avec une dureté égale à celle des pires époques du franquisme, plusieurs militants syndicaux arrêtés ont été sauvagement torturés, et le leader des "Comisiones obreras", Marcelino Camacho, était encore une fois en prison.

Son arrestation, qui s'ajoutait à de longues années de prison, ainsi que celle de trois autres chefs de mouvements politiques étaient interprétées comme une première réaction rageuse des fascistes "durs" à la signature de l'accord entre les forces d'opposition instituant la coordination démocratique.

Les libertés syndicales, dans l'acceptation normale dans nos pays, ont été d'ailleurs le point central de la conversation de Ludwig Kellermaier avec le Ministre des Affaires Étrangères, Melitico de Arceiza, et avec le Secrétaire Général de l'U.G.T., Nicolas Redondo.

Le Gouvernement venait en effet de confier à l'appareil des syndicats fascistes - des organisations verticales, serrées dans le corset du système corporatiste - la tâche de formuler des propositions de réforme et de préparer les nouvelles lois réglissant des droits syndicaux.

Les organisations d'opposition considèrent à ce sujet de façon unanime que la condition sine qua non pour une normalisation de la situation est la suppression de l'appareil syndical vertical, dont les effectifs très importants pourraient être affectés à d'autres tâches, par exemple l'organisation des loisirs des travailleurs.

Enfin, très délicate apparaît la situation vis-à-vis des deux prochaines échéances électorales, le référendum institutionnel et les élections de 1977.

Le P.S.O.E. considère que le référendum est faussé au départ par les questions posées, qui ne laissent aucun choix quant à la forme institutionnelle de l'État (Monarchie ou République).

En l'état actuel des choses, et sans changement du cadre politique général, les Partis d'opposition pourraient s'orienter vers une campagne pour l'abstention de vote.

En ce qui concerne les conditions de participation des mouvements politiques aux élections législatives, le P.S.O.E. a clairement affirmé son opposition la plus ferme à toute exclusion d'un mouvement politique quelconque et notamment du Parti communiste. Cette exclusion est soutenue par une partie du gouvernement actuel et notamment par le Ministre de l'Intérieur M. PRAGA IRIBARNE (voir interview au Monde du 4 mai 1976).

D. La Conférence de Presse

Une trentaine de journalistes espagnols et étrangers ont participé à la conférence de presse du 4 mai. Les nombreuses questions posées avaient trait à l'adhésion de l'Espagne à la Communauté, au contenu des contacts à Madrid, à l'opinion du Parlement Européen et notamment du Groupe socialiste, à l'égard de la situation espagnole.

Il est à remarquer que le compte-rendu le plus fidèle et le plus complet de la conférence de presse a été fait par "ARRIBA", l'ancien quotidien officiel de la Phalange...

Paolo M. Falcone
Secrétaire Général adjoint

Diffusion : 5 AC

Annexe

Liste des organisations et des personnalités membres de la coordination démocratique qui ont participé à l'entrevue avec le président Fellermaier

- | | |
|---|--------------------------------------|
| - FEDERACION POPULAR DEMOCRATICA
Parti populaire démocrate-chrétien) | Carlos de EIZAGUIRRE |
| - PARTIDO SOCIALISTA POPULAR
Parti populaire socialiste | Manuel PASTOR |
| - PARTIDO SOCIALISTA POPULAR
Parti populaire socialiste | Marcelino LOBATO |
| - GRUPO INDEPENDIENTE
Groupe indépendant | Pedro GARCIA |
| - PARTIDO CARLISTA
Parti carliste | Mariano ZUFIA |
| - MOVIMIENTO COMUNISTA
Mouvement communiste | J. Alvarez DORRONSORO |
| - PARTIDO DEMOCRATA POPULAR
Parti Libéral | Ignacio COMUNAS |
| - PARTIDO DEL TRABAJO DE ESPANA
Parti des travailleurs communistes | Carlos DUENAS |
| - PARTIDO CARLISTA
Parti Carliste | Juan Francisco MARTIN
DE AGUILERA |
| - UNION GENERAL DE TRABAJADORES (UGT)
Syndicat | Jesus MANCHIO |
| - UNION GENERAL DE TRABAJADORES (UGT)
Syndicat | Manuel GARNACHO |
| - PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPANOL (PSOE)
Parti socialiste espagnol | Felipe GONZALES |
| - PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPANOL (PSOE)
Parti socialiste espagnol | Luis YANEZ |
| - PARTIDO SOCIAL-DEMOCRATA
Parti social-démocrate | Manuel DIAZ-ALEGRIA |
| - PARTIDO COMUNISTA DE ESPANA
Parti communiste espagnol | Armando LOPEZ SALINAS |
| - COMISIONES OBRERAS | Jérónimo Lorente
HERNANDEZ |